Plateforme d'Observation Sociale DREETS des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique

<https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/>

<https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/>

Groupe de travail « Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs » Compte-rendu n°5 – 13/12/2021

Participants :

CREAI : Léo BOLTEAU

DREETS : Barbara BALLEJOS, Viviane LAURENCEAU et Céline TECHER

Animation/coordination POS :

DREETS : Raphaëlle MARIE et Elisabeth GALLARD

Compas : Michaël BERNIER

Excusés :

DREETS : Yann SICAMOIS

Ordre du jour :

- Présentation et validation de la synthèse des données « Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs » réalisée par le CREAI
- Organisation de la conférence sur les avancées de l'observatoire MJPM

Présentation et validation de la synthèse des données « Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs » réalisée par le CREAI

Trois parties : Le public vulnérable, L'offre MJPM en Pays de la Loire et Les mesures de protection gérées par les familles.

La DREETS n'a pas reçue les dernières données Justice demandées, elle reste en attente d'une réponse de leur part.

Il a été décidé de ne pas faire apparaître les données issues des tribunaux car elles sont datées (2017-2018) et incomplètes.

I - Le public vulnérable

Ajouter à l'avenir des données sur la population handicapée en abordant la question sur les établissements médicaux-sociaux avec l'ARS.

Ajouter le nombre de places des établissements médico-sociaux dans chaque département pour avoir des chiffres sur l'offre médico-sociale.

Les données sont disponibles sous FINESS.

L'ARS réalise des enquêtes ES tous les 4 ans sur les populations handicapées et dépendantes (Demander à l'ARS ou à la DRESS).

Les données ARS couvrent uniquement les personnes sous mesures de protection en établissement et pas à domicile.

Les MDPH ont également des données, mais les données semblent être très différentes d'un département à l'autre et il est difficile d'avoir des données homogènes.

Les données de la MDPH sont également partielles : elles concernent uniquement les personnes âgées de moins de 60 ans avec des critères de ressources.

Il faudra ainsi pouvoir solliciter plusieurs partenaires et croiser plusieurs types de données pour constituer une base solide pour ces données.

Question autour de la baisse de -12% des bénéficiaires de l'APA sur le département du Maine-et-Loire alors que le nombre de bénéficiaires de l'APA a augmenté sur les 4 autres départements et le nombre de personnes âgées a augmenté sur ce département.

Les critères d'attribution de l'APA sont-ils différents d'un département à l'autre ?

Le montant de l'enveloppe du département pour l'APA a pu évoluer ? (cf. Politique du département).

Il faudra questionner les professionnels du CD49 ou des acteurs de terrain sur cette évolution.

Les données de l'APA sont bien issues des données de la DRESS au 31/08/2021 (et non au 31/12/2021).

Pour le public sous mesure de protection en région, il faudra rechercher la proportion des mesures confiées aux professionnels et celle confiée à la famille.

Dans le tableau de bord MJPM, il y a une différence pour le nombre de personnes sous mesures gérées par les professionnels au 31/12/2018 : 27 924 (cellule H41) et 27 463 (cellule H58). La différence est dû aux mesures non classées (subrogé, sauvegarde, mandat ad hoc majeur) : 461 au 31/12/2018.

II - L'offre MJPM en Pays de la Loire

Les données de l'offre existante sont au 31/12/2020, le tableau de bord MJPM a été corrigé (il était noté 01/01/2020 dans la dernière version).

Pour les établissements sans préposé, la DREETS n'a pas obtenu de réponse de l'ARS pour évoquer le sujet. Un groupe de travail national a proposé des mesures coercitives aux établissements sans préposé (amendes, sanctions).

Mettre les données de l'offre existante des services titulaires au 31/12/2020 plutôt qu'au 01/01/2020 comme les données n'ont pas évolué.

Un indicateur qui pourrait être ajouter par la suite est le nombre de mesures gérées par ETP ou par personne.

Les différences départementales des données sur les mesures gérées par les professionnels (tutelle, curatelle...) peuvent dépendre de la vision des juges à utiliser davantage des mesures plus que d'autres.

Sur les représentations des données des mesures gérées par les professionnels de la région et des départements, enlever le deuxième graphique et ajouter à la place une note détaillant la catégorie « Autres ».

La part de personnes accompagnées par les services mandataires en Vendée est de 83% et non de 85% (cf. tableau page 16).

A modifier dans le texte de la page 16 : « En Loire-Atlantique et en Sarthe, la part des personnes accompagnées par les mandataires individuels est plus **forte** qu'au niveau régional. (En Loire-Atlantique : 22% ; En Sarthe : 23%) ».

Sur le graphique du nombre de mesures MJAGBF (page 18) représenter les évolutions des départements par des points et non par une courbe (il n'y a pas de liens entre ces évolutions).

Sur le tableau des MASP (page 19), la donnée du nombre de MASP 1 du département de la Sarthe n'a pas été communiquée pour l'année 2020 alors qu'en 2019, il y en avait 52 (cf. fichier Excel « MASP Données 2019 et 2020 - observatoire PJM » envoyé par la DREETS). Donc, nous pouvons supposer qu'il y en a en 2020 sur la Sarthe, ainsi il faudrait enlever le texte « Il n'y a aucune MASP 1 active en Sarthe » de la page 19.

Par la suite, il faudrait obtenir davantage d'informations sur les MASP pour savoir si la gestion est faite par les services départementaux (salariés CESF ?) ou par des services tutélaires agrémentés.

III - Les mesures de protection gérées par les familles.

Les données fournies par les tribunaux sur les mesures confiées aux familles étant incomplètes, ces données seront retirées de la Synthèse MJPM.
En attente des données émanant du ministère de la Justice.

« SITF » va être remplacé par les Services ISTF. La présentation du dispositif ISTF va être ajoutée.

Précisé à la page 20 que les services ISTF ne demandent pas forcément l'âge au demandeur ou les demandeurs ne souhaitent pas communiquer leur âge ce qui expliquerait la part importante de demandeurs sans âge déterminé.

Le titre du graphique doit être modifié (page 23) car il concerne les demandes pendant l'exercice de la mesure (et non « en amont »).
Attention, il peut avoir des différences de définitions d'un département à l'autre dans le remplissage de ces données de la part des services ISTF.

En 2020, année atypique, les services ISTF ont pu développer des rendez-vous personnalisés en visio.

A voir comment est distingué une permanence physique d'un rendez-vous personnalisé, il peut y avoir des différences d'un département à l'autre. Est-ce que chaque département met les mêmes définitions derrière ces différents modes d'intervention ?

Objectifs :

Le CREAI mettra à jour et finalisera la synthèse d'ici début janvier.

La synthèse finalisée et le tableau de bord (en format Excel enregistré sous le format 97-2003) seront envoyés aux participants par e-mail via un lien (google drive) la semaine du 10 janvier.

Organisation de la conférence sur les avancées de l'observatoire MJPM

Au regard de la crise sanitaire, il a été convenu d'attendre début janvier pour savoir si de nouvelles restrictions seront prises et ne permettraient pas de tenir la conférence du **Mardi 25 janvier** en présentiel. Une visio-conférence sera alors organisée à la place.

Les invitations vont être envoyées le jeudi 16 décembre par la DREETS avec un formulaire d'inscription réalisé par le CREAL.

La modalité de la réunion (présentiel/visio) sera confirmée par e-mail au partenaire la semaine du 10 janvier, avec le lien pour télécharger la synthèse et le tableau de bord.

Si la conférence se tient en présentiel, il faudra notifier une date de clôture d'inscription dans le mail de janvier.

La visio-conférence peut permettre à une centaine de personnes d'y assister. Il faudra penser à avoir un régulateur pour contrôler les interventions des personnes (contrôler les « mains levées » et couper leurs micros si besoin). Il faudra demander aux participants de couper les caméras et les micros lors des présentations et leur indiquer qu'il y aura des temps d'échanges dédiés.

En cas de conférence en présentiel, il faudra contrôler les passes sanitaires avec l'aide d'une application à télécharger sur des téléphones portables. La DREETS se renseigne auprès de son service informatique pour obtenir des téléphones portables professionnels avec l'application. Il faudra également dresser une liste d'émargement.

Chrystèle Marionneau, Responsable du pôle des Solidarités et Directrice régionale adjointe de la DREETS, sera présente à la conférence pour faire l'introduction et la conclusion.

La POS contacte par e-mail le **jeudi 6 janvier pour valider la modalité de la réunion** (présentiel ou visio) au vu de la situation sanitaire.

La POS enverra un lien zoom si la conférence est en visio.

Prochaines réunions de travail :

Vendredi **14 janvier** 2022 de 10h à 12h

Vendredi **4 février** 2022 de 10h à 12h : débriefing de la conférence - mise en commun pour réaliser un relevé de décisions et de conclusions